



Lyon, 14 septembre 2023

Communiqué de presse

Le 23 septembre nous marchons pour un monde sans arme nucléaire

Dans le cadre de la Journée internationale de la Paix (21 septembre) et de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires (26 septembre) ICAN France, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, le Mouvement de la Paix et l'Observatoire des armements appellent la population à participer le samedi 23 septembre aux différents événements qui seront réalisés à Lyon, Dijon, Paris, Quimper et d'autres villes pour porter le message : la France doit rejoindre le Traité des Nations unies sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), en vigueur depuis le 22 janvier 2021.

Ces actions sont organisées dans le cadre de la résolution 68/32 de l'Assemblée générale de l'ONU qui consacre la date du 26 septembre comme la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et qui « invite la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, (...) les parlementaires, les médias et les particuliers, à marquer et à promouvoir la Journée par toutes sortes d'activités d'information et de sensibilisation du public ». Ainsi une grande marche nationale va se dérouler de Lyon au Mont Verdun, ainsi que plusieurs rassemblements dans différentes villes, pour promouvoir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Une action nationale qui résonne avec les mots issus des dernières déclarations des chefs d'État et de gouvernement du G20 de New Delhi et de Bali (en 2022) où ils affirment tous – y compris M. Macron - que « l'emploi d'armes nucléaires ou la menace de leur emploi sont inacceptables ». Cette affirmation, à la base du TIAN, doit désormais être transformée en action !

État observateur, un premier pas

Le TIAN est signé aujourd'hui par 92 États, dont 68 États parties, malgré les pressions diplomatiques de la France, seule ou en commun accord avec les puissances nucléaires.

En France, la région Bourgogne Franche Comté et soixante douze villes, dont Paris et des villes de différentes couleurs politiques (EELV, LR, PC, PS) soutiennent ce traité, tout comme des dizaines de parlementaires (60 en 2023) et de nombreux citoyen-ne.s. Ils appellent à ce que la France participe, a minima, comme État observateur à la seconde réunion (2MSP) du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires qui se déroulera au siège des Nations Unies à New York (27 novembre – 2 décembre 2023). Si la France veut continuer de se revendiquer comme « un État nucléaire responsable », alors le président Macron doit agir en ce sens !

Nous observons que le débat démocratique sur tout ce qui concerne la politique de Défense, et les moyens de contrôle des parlementaires sont limités, voire inexistantes. Ce constat est encore plus significatif depuis que les parlementaires de la majorité ont adopté, en juillet 2023, la LPM, Loi de

programmation militaire 2024-2030. Pour la première fois elle n'indique pas le montant prévu pour les armes nucléaires alors qu'elle prévoit un renouvellement complet de l'arsenal. Seul un pourcentage (13%) a été évoqué par le ministre des Armées lors des débats, soit l'équivalent de 53,69 milliards € pour les forces nucléaires. Une moyenne annuelle de 7,67 Mds €, bien loin des 5 Mds € annuels de la LPM 2019-2023. De plus, le gouvernement et les parlementaires de la majorité ont refusé les très rares amendements concernant le contrôle citoyen et parlementaire sur la dissuasion nucléaire déposés lors du débat.

Mobilisation citoyenne

Devant ces constats, et alors que la France est censée agir de bonne foi en faveur du désarmement nucléaire, **ICAN France, le Mouvement pour une Alternative Non-violente, le Mouvement de la Paix et l'Observatoire des armements appellent toutes et tous** (familles, jeunes, grands-parents, ...) à interpeller les promoteurs de la bombe pour leur signifier notre refus que nos générations actuelles et futures continuent d'être soumises aux périls des armes nucléaires. **Nous appelons à ce que la France ne laisse pas encore son siège de l'ONU vide et participe comme État observateur, à la seconde réunion du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires qui se tiendra en novembre 2023.**

Pour une grande mobilisation citoyenne et joyeuse, nous donnons rendez-vous le 23 septembre à

- **Lyon**, théâtre de notre action nationale. Nous appelons les Lyonnais et Lyonnaises à se rassembler à 9H devant l'hôtel de ville – prise de parole d'élu.e.s – puis de rejoindre par une marche la base aérienne n°942 de Lyon Mont Verdun. Un site militaire qui abrite un centre d'opération et de contrôle des Forces aériennes et sous-marines stratégiques, permettant le relais de l'ordre présidentiel en cas d'emploi de l'arme nucléaire ;
- **Dijon**, réunion publique, puis soirée « folk-désarmement » à la salle des fêtes de la Mairie des Grésilles en présence d'intervenants politiques et de la société civile ;
- **Paris**, rassemblement sur le parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, à partir de 12h ;
- **Quimper**, rassemblement le jeudi 21 septembre, place Terre au Duc à 18h, pour une marche en direction du jardin de la Paix ;
- **Vandoeuvre-Les-Nancy**, à 11h30 au parc du Charmois, devant l'arbre de la Paix – avec prises de paroles, lectures de textes, chants,...– puis départ de la marche en direction de la médiathèque ;
- **Montélimar**, à 10H, un rassemblement est organisé devant la mairie par des associations locales – de la Drôme et de l'Ardèche.

Le détail des manifestations est disponible sur www.icanfrance.org ;

Contacts avec les organisateurs au niveau national et Lyonnais :

- Jean-Marie Collin, directeur de ICAN France - 06 37 94 62 41 - jeanmarie@icanfrance.org ;
- Patrice Bouveret, directeur de l'Observatoire des armements - 06 30 55 07 09 - patricebouveret@obsarm.info ;
- Serge Perrin, Mouvement pour une Alternative Non-violente - 06 03 80 39 95 - perrin.serge@sfr.fr
- Yves-Jean Gallas, Mouvement de la Paix - 06 74 29 37 37 – conseilfrancilien@mvtpaix.org

Contacts avec les organisateurs des actions au niveau local :

- **Dijon**, Étienne Godinot, pour Mouvement pour une Alternative Non-violente / Collectif Bourgogne Franche-Comté pour l'abolition des armes nucléaires – 06 13 05 01 39, etienne.godinot@wanadoo.fr ;
- **Paris**, Yves-Jean Gallas, pour le Mouvement de la Paix, 06 74 29 37 37, conseilfrancilien@mvtpaix.org ;
- **Quimper**, Roland de Penanros, pour le Collectif pour l'Interdiction des Armes Nucléaires 29 (CIAN29), penanros@free.fr ;
- **Montélimar**, Alain Joffre, pour la CANVA, canva@orange.fr ;
- **Vandoeuvre-Les-Nancy**, Stéphane Tabourin, pour le Collectif pour le Désarmement Nucléaire de Meurthe et Moselle (CDN54) - 06 78 62 04 53 - mocnancy@ouvaton.org ;